

# **De la logique de la peur au droit international**

## **La guerre en Irak se justifie-t-elle?**

Catherine Voyer-Léger

*Ce compte-rendu fait suite à la conférence intitulée « La guerre en Irak aura-t-elle lieu? » organisée par le Centre d'études internationales et Mondialisation (CEIM) à l'UQAM. Cette conférence animée par M. Marc Laurendeau, journaliste à Radio-Canada, réunissait M. Louis Balthazar, titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques; M. Ali Dizboni, chercheur post-doctoral au Collège militaire royal de Kingston; M. Michel Fortmann, professeur en science politique à l'Université de Montréal; M. Albert Legault, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en relations internationales et M. Marco Sassòli, professeur en science juridique à l'UQAM.*

La question de la guerre en Irak est plus que jamais d'actualité. Après plusieurs mois de débats quant à la probabilité d'une intervention armée des États-Unis sur le territoire irakien, les élections législatives, qui confirment la prééminence de la droite républicaine dans les deux chambres à Washington, pourraient accentuer l'imminence d'une intervention. Les panellistes invités à se prononcer sur l'éventualité d'une guerre se sont penchés à la fois sur les problématiques géostratégiques de la région et sur le discours américain justifiant l'éventualité d'une intervention.

### **Quelques considérations géostratégiques**

Certains panellistes ont exposé l'instabilité géostratégique et politique qui caractérise la région. « Une intervention militaire pourrait-elle changer quoi que ce soit en Irak? » demande M. Albert Legault pour répondre immédiatement par la négative. Selon M. Legault, au mieux, une intervention permettrait la mise en place d'un régime politique

plus malléable et mieux disposé à satisfaire les intérêts américains et, au pire, une intervention entraînerait une plus grande déstabilisation dans une région déjà fragile.

Avec une importante population kurde au nord et une minorité chiite non-négligeable au sud, il est évident que le régime actuel, essentiellement sympathique aux intérêts des sunnites du centre, n'est pas représentatif de la diversité de la population irakienne. De facto, un changement de régime ne pourrait que remettre à l'agenda les revendications des différents groupes. Sachant qu'une trop grande autonomie kurde est impensable pour la Turquie et que les revendications chiites sont perçues comme une importante menace pour l'Arabie saoudite, il semble assuré qu'une intervention dans la région ne pourrait qu'exacerber les contradictions internes au régime irakien.

De plus, les voisins de l'Irak ont un rôle très important à jouer dans la stabilité régionale. D'un côté, l'Iran a aussi sa propre minorité kurde dont elle doit tenir compte et les Kurdes du sud, en Irak, ont longtemps été liés de près à Téhéran. L'Iran, selon les intervenants, applique surtout la politique du *wait & see*; politique de prudence, donc, dans une situation au potentiel si explosif. L'Arabie saoudite, pour sa part, comme nous l'avons souligné, ne veut rien entendre d'une prise d'autonomie de la minorité chiite au sud de l'Irak. Le pouvoir wahabite séoudien a toujours voulu éviter de laisser glisser quelques pouvoirs que ce soit aux mains de l'Islam chiite. Finalement, la Turquie, comme nous l'avons souligné, regarde d'un très mauvais oeil les volontés d'autonomie des Kurdes, y compris le projet de fédéralisme irakien. C'est en effet en Turquie qu'est regroupée la plus importante population kurde, et Ankara ne veut en aucun cas risquer de voir éclore de nouvelles revendications d'autonomie de son côté de la frontière.

Ajoutons à cela le facteur pétrolier, principalement évoqué par M. Ali Dizboni, qui est sans aucun doute un facteur important de l'intérêt américain dans la région. En effet, un meilleur contrôle politique sur l'Irak permettrait aux Américains de boucler leur contrôle des ressources énergétiques de la région. « Cette hégémonie unipolaire se traduirait par le monopole américain sur le pétrole, l'exploitation des routes de transit, l'exportation » a affirmé M. Dizboni. Malgré l'importance indéniable du rôle du pétrole dans cette

situation, M. Balthazar et M. Sassóli ont insisté pour éviter de surestimer ce facteur ou une approche monocausale du problème. Les facteurs internes à la politique américaine ne doivent pas être négligés dans la situation actuelle.

### **Une intervention en Irak est-elle justifiable?**

Sur quelles bases s'appuient la rhétorique américaine pour justifier sa volonté d'intervenir en Irak? Est-ce que ces justifications tiennent la route? M. Michel Fortmann s'est interrogé sur la crédibilité de l'argumentation militaire. Est-ce que la problématique des armes de destruction massives en Irak légitimise les moyens qui sont envisagés? Tout en rappelant qu'il existe effectivement une possibilité pour l'Irak de mettre en fonction une série d'armes de destruction massive, ce qui avait été le cas avant la guerre du Golfe, M. Fortmann affirme qu'on estime entre 90% et 95% le pourcentage des programmes d'armes de destruction massive qui ont été détruits par l'UNSCOM. Selon M. Fortmann, même si le régime irakien garde un potentiel de reconstitution de son arsenal, il est pratiquement impossible que celui-ci ait été reconstruit depuis la fin des inspections. Finalement, selon lui, il serait envisageable que la crise trouve sa solution par un retour des inspecteurs en Irak de façon à éviter le recours aux moyens militaires.

M. Sassóli prône lui aussi le recours aux moyens non-militaires en rappelant que, selon le droit international, la guerre est illégale à deux exceptions près : premièrement, en cas de légitime défense; deuxièmement, s'il y a eu autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans ce cas-ci, malgré une rhétorique qui tente d'associer les événements du 11 septembre au régime de Saddam Hussein, la preuve n'a jamais été faite que le renversement du pouvoir à Bagdad constituerait un acte de légitime défense de la part des États-Unis.

De plus, le débat important, surtout entre Paris et Washington, sur la nécessité de passer par le Conseil de sécurité montre bien le malaise des Américains face à cette institution. « Ils ne veulent pas d'une autorisation du Conseil de sécurité [...] parce qu'ils veulent un précédent qui les autorise à décider eux-mêmes s'il y a nécessité d'intervenir

militairement » a soutenu M. Sassóli. L'argument de poids devient donc celui de la défense préventive. Or, la règle de droit veut que si une norme s'applique aux États-Unis, celle-ci puisse être appliquée aussi par d'autres États, ce qui ne serait pas acceptable pour Washington. Ces raisons poussent M. Sassóli à croire que la guerre n'aura probablement pas lieu.

M. Louis Balthazar, pour sa part, a aussi développé l'idée que, *peut-être*, cette guerre n'aurait pas lieu. « Quand on a peur, on a tendance à relier toutes les sources de la peur entre elles et à y voir une sorte de complot » a expliqué M. Balthazar. Néanmoins, malgré la logique de la peur qui s'est installée aux États-Unis et qui tend à créer des liens inexistantes entre le 11 septembre, la situation irakienne et les meurtres en série dans la région de Washington, les Américains ne sont pas prêts à s'embarquer dans une guerre complète. « Ce n'est pas une population qui est prête à faire la guerre, la vraie guerre. Voilà pourquoi on se réfugie dans la guerre technologique. »

Le concept de *zéro mort* reste crucial dans l'imaginaire américain de la guerre, et il semble évident qu'une invasion en Irak ne pourrait qu'être coûteuse en vies humaines. Cette guerre risquerait d'être longue et la population américaine n'aime pas les guerres longues. Cette raison pourrait être suffisante pour coûter la victoire à l'équipe républicaine lors de la prochaine élection présidentielle en 2004 et il est bien entendu que cette perspective n'est pas envisageable pour le Président américain.

### **La guerre en Irak aura-t-elle lieu?**

À l'heure actuelle, la résolution 1441 qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU a été rejetée par le Parlement irakien malgré un plaidoyer du fils de Saddam Hussein, Oudaï, dans le sens de l'acceptation de la résolution. Pour l'instant, tous les regards sont tournés vers le Président irakien qui détient tout de même le dernier mot sur cette question et qui doit fournir une réponse aux Nations-Unies avant vendredi.

M. Balthazar terminait son intervention en indiquant que Saddam Hussein serait peut-être moins irrationnel que l'on pourrait le penser dans sa gestion de la crise. Maintenant que Bagdad a accepté le retour des inspecteurs malgré un avis défavorable du parlement, cette hypothèse se confirme. Il reste à voir si l'inspection ne deviendra pas prétexte à l'invasion. Selon M. Dizboni, ce scénario est envisageable. Les exigences américaines sont très élevées et une inspection pourrait paver la voie à une intervention plus sécuritaire. Le bras de fer n'est donc pas terminé, et maintenant, c'est vers Washington que l'attention se porte pour ce qui pourrait bien être la dernière manche d'un match dont le potentiel de violence reste inquiétant.